



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arcenc - Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

Organisme de Gestion de l'Institut Fenelon - Association

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2025

Organisme de Gestion de l'Institut Fénelon - Association
7 avenue Y. E. Baudoin 06130 GRASSE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social
Tour EOHIO
2 avenue Gambetta
CS 80084
93098 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 487 100 €



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arenç - Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

Organisme de Gestion de l'Institut Fénelon - Association

7 avenue Y. E. Baudoin 06130 GRASSE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2025

À l'Assemblée générale de l'Organisme de Gestion de l'Institut Fénelon,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Organisme de Gestion de l'Institut Fénelon relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du Réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee")

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour Eclair
2 avenue Gambetta
CS 80055
92005 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 728 417 RCS Nanterre



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres..

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 30 mars 2026

KPMG SA

Gilles CHARLES
Associé

Gilles
Charles

OSBC Fendcon Grasse siret 78253166300029 COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2024 au 31/03/2025

Exercice N: 01/09/24-31/08/25
Exercice N-1: 01/09/23-31/08/24

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2013-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)	Variations N/N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations			
Ventes de biens et services			
Ventes de biens			
dont ventes de dons en nature			
Ventes de produits et marchandises, travaux, études			
Ventes de prestations de service	7 011 732	6 520 008	491 724
dont parrainages			
Participation des familles			
Produits des activités annexes			
Produits de tiers financiers			
Concours publics et subventions d'exploitation	2 915 627	2 345 764	67 863
Subventions			
Produits liés à des financements réglementaires			
Versements des donateurs ou consommations de la dotation consommable			
Ressources liées à la généralité du public			
Dons manuels			
Mécénats			
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	89 818	26 875	62 943
Utilisations des fonds dédiés			
Autres produits			
Cotisations			
Dons manuels			
Mécénats			
Legs et donations			
Contributions financières reçues			
Virement des donateurs			
Quota-part de dotations consommables virées au compte de résultat			
Autres produits	6 070	15 892	-9 822
Total I	9 421 246	8 806 539	612 708
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Variation de stock			
Achats de matières premières			
Autres achats et charges externes	3 315 029	3 016 245	298 784
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés	570 182	442 141	128 041
Salaire et traitements	2 741 946	2 478 643	263 303
Charges sociales	1 062 089	960 889	101 210
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 492 832	1 454 715	38 097
Dotations aux provisions	0	13 851	-13 851
Report en fonds dédiés			
Autres charges			
Aides financières			
Autres charges	26 934	13 228	13 706
Total II	9 289 002	8 878 713	829 289
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	212 244	428 826	-216 582
PRODUITS FINANCIERS			
De participation			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés	129 250	31 169	92 081
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total III	129 250	31 169	92 081
CHARGES FINANCIÈRES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilés	608 323	636 339	-28 016
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total IV	608 323	636 339	-28 016
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-485 073	-605 170	120 097
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-272 829	-176 344	-96 485

OGEF Fenelon Grasse sheet 78253166900029 COMPTE DE RESULTAT exercice de 01/09/2024 au 31/08/2025

Exercice N: 01/09/24-31/08/25
Exercice N-1: 01/09/23-31/08/24

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2015-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)	Variations N/N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	7 341	11 617	-4 276
Sur opérations en capital	122 908	113 274	9 634
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	38 265	0	38 265
Total V	168 514	124 891	43 623
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	8 719	271	8 448
Sur exercices antérieurs	0	0	0
Sur opérations en capital	0	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	5 000	-5 000
Total VI	8 719	5 271	-1 552
A. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	164 795	119 620	45 175
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
Total des produits (I + III + V)	9 713 010	8 964 588	748 422
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	9 821 044	9 021 923	799 721
SOLDE INTERMEDIAIRE			
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			
- Engagements à réaliser sur ressources affectées			
EXCEDENT OU DEFICIT	-108 034	-86 724	-51 310
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature	252 968	252 968	0
Bénévoles			
TOTAL	252 968	252 968	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Mises à disposition gratuite de biens et services	252 968	252 968	0
Personnel bénévole			
TOTAL	252 968	252 968	0

OGEC Fenelon Grasse siret 78253166900029 Fenelon Grasse BILAN ACTIF AU 31/08/2025

Exercice N: 01/09/24-31/08/25

Exercice N-1: 01/09/23-31/08/24

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	151 754	144 369	7 385	5 589
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et	151 754	144 369	7 385	5 589
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	42 207 626	20 598 941	21 608 685	22 389 359
Terreins	1 204 329		1 204 329	1 204 329
Constructions	34 972 575	15 367 860	19 604 715	19 900 402
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 904 773	5 204 142	700 631	766 847
Autres immobilisations corporelles	29 637	26 939	2 698	3 785
Immobilisations corporelles en cours	96 312		96 312	513 996
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	206 071		206 071	189 884
Participations et Créances rattachées	24 016		24 016	14 016
Autres titres immobilisés	160 109		160 109	154 922
Prêts				
Autres	21 946		21 946	20 946
Total I	42 565 451	20 743 310	21 822 141	22 584 832
ACTIF CIRCULANT	4 632 194	27 325	4 604 869	5 004 090
Stocks et en-cours			0	0
Avances et acomptes			0	0
Créances	299 735	27 325	272 410	221 197
Créances clients, usagers et comptes rattachés	299 735	27 325	272 410	221 197
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	326 235		326 235	437 355
Valeurs mobilières de placement			0	0
Instruments de trésorerie			0	0
Disponibilités	3 890 625		3 890 625	4 268 095
Charges constatées d'avance	115 599		115 599	77 443
Total II	4 632 194	27 325	4 604 869	5 004 090
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	47 197 645	20 770 635	26 427 010	27 588 922

OGEF Fenelon Grasse siret 78253166900029 Fenelon Grasse BILAN PASSIF AU 31/08/2025

Exercice N: 01/09/24-31/08/25
Exercice N-1: 01/09/23-31/08/24

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	803 074	806 074
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financiers		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	5 022 737	5 022 737
Rapport à nouveau	886 928	953 643
Excédent ou déficit de l'exercice	-108 034	-66 724
Situation nette (sous total)	6 614 695	6 724 730
Fonds propres consensuels		
Subventions d'investissement	1 177 476	1 003 807
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	1 177 476	1 003 807
FONDS REPORTES ET DEBTS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	0	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques Provisions pour charges	15 000	15 000
Provisions pour charges	110 025	118 250
Total III	125 025	133 250
Fonds dédiés		
sur subventions de fonctionnement		
sur autres ressources		
Total III bis	0	0
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	16 957 965	17 622 599
Emprunts et dettes financières diverses	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	414 962	422 716
Dettes fournisseurs et Comptes rattachés	598 674	304 930
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	337 400	342 244
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 329	517 213
Autres dettes	165 550	187 639
Instrument de trésorerie		
Produits constatés d'avance	30 937	39 831
Total IV	18 507 812	19 727 185
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	26 427 018	27 560 922

**ORGANISME DE GESTION DE
L'INSTITUTION FENELON**

**Annexe
Aux comptes annuels de l'exercice clos
Le 31 août 2025
Montant en EUR**

**31/08/2025
Organisme de gestion de l'institution Fénelon
7 AV YE BAUDOIN – 06130 GRASSE
L'Annexe contient 11 pages**

SOMMAIRE

1	Objet social	3
1.1	Faits majeurs de l'exercice	3
1.1.1	Evénements principaux de l'exercice	3
1.1.2	Evénements postérieurs à la clôture	4
1.2	Principes, règles et méthodes comptables	4
1.3	Détail du projet associatif	4
2	Informations relatives au bilan	4
2.1	Bilan actif	5
2.1.1	Immobilisations corporelles – Mouvements principaux	5
2.2	Bilan passif	6
2.2.1	Variation des fonds associatifs	6
2.2.2	Provisions – Mouvements principaux	7
2.2.3	Echéances des créances et des dettes	8
2.3	Subventions d'investissement reçues au cours de l'exercice	8
2.4	Charges à payer	8
3	Le compte de résultat	9
3.1	Les produits	9
3.2	Les charges	10
4	Engagements	11
4.1	Engagements reçus	11
4.2	Engagements donnés	11
4.3	Engagements en matière de crédit-bail	11

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'objet social reste d'assurer, conformément aux dispositions réglementaires, la fondation et l'entretien d'écoles catholiques ainsi que la gestion de tout ce qui de près ou de loin se rapporte à l'éducation et à l'enseignement.

1.1 Faits majeurs de l'exercice

1.1.1 Evénements principaux de l'exercice

L'exercice est constitué de douze mois.

A la clôture, les comptes font apparaître un total bilan de 26 427 k€

Et génèrent un déficit avant affectation de - 108K€. Il faut noter que le résultat d'exploitation est positif de 212ke mais il ne suffit pas à compenser les intérêts d'emprunt. (608ke).

- Les principaux événements de l'exercice sont les suivants :

Cette année nous passons au primaire de 705 à 745 élèves mais il faut noter que l'effectif en section inter-anglais augmente de 81 élèves (maternelle+29 élèves et CP+10 et du CE1 au CM2 +52élèves). La proportion d'élèves en section primaire inter-anglais est de 36% (soit 264/745élèves) et elle est de 27% au collège(244/901élèves) et de 19% au lycée(111/594élèves). Il faut noter que le tarif de la section inter-anglais est plus élevé...

- De plus nous avons réalisé les travaux et aménagements suivants :

-D'une part des travaux de sécurisation des extérieurs au lycée par le renforcement des clôtures et la pose de caméra de vidéosurveillance qui avaient commencé en été 2024 pour se terminer en septembre 2024 pour un montant total de 128 ke pour lesquels nous avons reçu une subvention du département de 132Ke.D'autre part des travaux de mise en sécurité par encloisonnement de l'escalier monumental du lycée :coût 145Ke (bâtiment historique L05) pour lequel nous avons reçu une subvention de la région de 47Ke.Pour terminer des travaux d'installation du WIFI au lycée pour lesquels nous avons reçu une subvention de 10Ke de la part de la région et aussi une subvention région de 85Ke pour financer des travaux de remplacement des huisserie au lycée pour un coût total de 170Ke.

1.1.2 Evènements postérieurs à la clôture.

Pas d'évènements particuliers suite à la clôture de l'exercice.

1.2 Principes, règles et méthodes comptables

- Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 2.1.1.

2 Informations relatives au bilan

2.1 Bilan actif

2.1.1 Immobilisations corporelles – Mouvements principaux

- Tableau des mouvements en valeur brute (en K€)

ORGANISME DE GESTION DE L'INSTITUTION FENELON
Annexe
Aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2025

Postes	Valeur au 31/08/2024	Augmentation	Diminution	Valeur au 31/08/2025
Terrains	1 204	-		1 204
Constructions	34 036	936	-	34 972
Installations Techniques Matériel et outillage et autres	5 786	148		5 934
Autres immobilisations corporelles (immo en cours et acompte sur immo)	514	96	514	96
Total Immobilisations corporelles	41 540	1 180	514	42 206

▪ Tableau des mouvements des dotations aux amortissements (en K€)

Postes	31/08/2024	Dotation	Reprise	31/08/2025
Terrains	-	-	-	-
Constructions	14 136	1 231	-	15 367
Installations Techniques Matériel et outillage et autres	5 015	216	-	5 231
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
Total Immobilisations corporelles	19 151	1 447	-	20 598

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue :

- Logiciel : 1an
- Construction : de 15 à 50 ans
- Installation technique matériel et outillage : de 3 à 10 ans
- Mobiliers matériel de bureau et informatique : de 3 à 10 ans
- Matériel de transport : 5 ans

2.2 Bilan passif

2.2.1 Fonds associatifs (en K€)

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

Tableau de variation des fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

	31/08/2024	Augmentation	Diminution	31/08/2025
Fonds propres/fonds associatifs				
- Fonds associatifs sans droit de reprise	805	-	-	805
- Fonds associatifs avec droit de reprise	-	-	-	-
- Réserves et report à nouveau	5 976		56	5 920
- Subventions d'investissement et Taxes d'apprentissage	1 004	296	123	1 177
Total	7 785	296	179	7 902

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

2.2.2 Provisions – Mouvements principaux (en K€)

	Valeur au 31/08/2024	Dotations	Reprise	Valeur au 31/08/2025
Provisions pour risques	15		-	15
Provisions pour charges	118		8(1)	110
Total Général	133	-	8	125

(1) ajustement de 8 Ke du montant de la PIDR (provision pour indemnités de départ à la retraite) au 31/8/25 :

Les hypothèses retenues pour le calcul des indemnités de départ à la retraite sont :
Age de départ 65 ans et des salaires brut 2024-2025. Ce calcul tient compte de la probabilité de présence dans l'entreprise jusqu'au départ en retraite et c'est une estimation qui est modifiée en fonction de l'âge et de l'ancienneté.

2.2.3 Echéances des créances et des dettes (en K€)

Rubriques	Montant Brut	Echéances	
		Jusqu'à 1 an	A plus d'1 an
CREANCES			
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	-		
Prêts	160	4	156
Autres créances			
Créances de l'actif circulant :			
Créances usagers	299	299	
Autres créances	326	326	
Charges constatées d'avance	115(1)	115	
Total	900	744	156

(1) Les charges constatées d'avance : il s'agit de charges d'exploitations notamment des contrats d'assurance pour N+1 et des travaux contrats d'entretien réalisés fin août et qui concerne N+1.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

ORGANISME DE GESTION DE L'INSTITUTION FENELON
Annexe
Aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2025

Rubriques	Montant Brut	Echéances	
		Jusqu'à 1 an	A plus d'1 an
DETTES			
Dettes financières :			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses	16 958	920	16038
Autres dettes :			
Dettes fournisseurs	601	601	
Autres dettes	917	917	
Produits constatés d'avance	31 (2)	31	
Total	18 507	2 469	16 038

(2) Il s'agit de la taxe d'apprentissage collectée à affecter en N+1.

2.3 Subventions d'investissement reçues au cours de l'exercice

Origine du financement	Montant (k€)	Nature des biens financés
Département	132	Travaux de sécurisation des extérieurs et renforcement des clôtures et pose de caméra de surveillance et renforcement des moyens d'alerte
Région	47	Travaux de mise en sécurité de l'escalier monumental du bâtiment L05 pour le lyc gén et tech
Région	10	Travaux d'équipement d'un réseau WIFI pour lycée général et technique
Région	85	Travaux de remplacement des huisseries pour le Bat B au lycée

2.4 Charges à payer

	Montant
Fournisseurs – Factures non parvenues	100 498
Personnel – dettes provisionnées (cp)	0
Organismes sociaux	24 683
Etat charges à payer	73 876
Total	199 057

3 LE COMPTE DE RESULTAT

3.1 Les produits

Concours publics et subventions d'exploitation

Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions
 - Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.
- Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
Concours publics en K€		782	1 443			2 225
Subvention d'exploitation en K€					88	88

Le montant des produits s'élève à 9 713 k€ soit une augmentation de 8.34 %(+748K€) par rapport à l'année précédente. Cette différence s'explique par l'augmentation des ventes et prestations de services (frais de scolarité et demi-pension demandé aux familles) et cette variation de + 491k€ se répartie de la façon suivante :

L'effectif de l'école passe de 705 à 745 élèves mais on note une montée en puissance des élèves section britanniques(+81 élèves) sur tous les niveaux (de la maternelle au Cm2)et comme le tarif est plus élevé pour cette section celle-ci nous génère une recette supplémentaire de 203K€.Les tarifs augmentent de 4% en conséquence les recettes du collège et du lycée et BTS augmentent de 239K€ et les recettes de demi-pension(tarif +2%) augmentent de 71K€.de plus pour les sections Licence et Mastère nous avons une baisse globale des recettes de 22K€.

Ces produits se décomposent en :

- Les ventes de prestations de service (participation des familles) 7 011 k€
- Les subventions pour 2 314 k€
- Les autres produits et reprise/provisions et transfert de charges pour 96 k€

- Les produits exceptionnels pour 130 k€ (dont 123 k€ d'opération en capital)
- Les produits financiers pour 123 k€

3.2 Les charges

Le montant total des charges s'élève à 9 821 k€, soit une augmentation de 8.86%(+799K€) par rapport à l'année précédente. Cette variation s'explique essentiellement par 3 postes de charges qui s'additionnent : D'une part le poste salaires et charges sociales(+364K€) avec l'embauche d'un CPE pour l'école et d'une adjointe de direction pour la montée en puissance de la section inter-anglais et des profs supplémentaires pour assurer les cours de cette même section. Et d'autre part le poste impôts et taxes qui regroupe la taxe/salaires(+52K€) et taxes foncières (+27K€) et l'impôt sur les plus-values des revenus placements (+36K€). Pour terminer le poste Achats et charges externes augmente de 298k€ notamment à cause des les travaux de réparation du mur de la traverse au collège pour 52K€ qui a été intégralement remboursé par l'assurance. On peut noter aussi l'augmentation des Fluides (eau, gaz, elec)+92K€ et les honoraires pour assurer des cours des formations en alternance pour le supérieur à Fénelon(BTS hc-Licence- Mastère)

Ces charges se décomposent en :

- Autres achats et charges externes dont honoraires 3 315k€
- Impôts et taxes 570 k€
- Coût de personnel 3 804 k€
- Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et autres charges 1 493 k€
- Charges exceptionnelles 4 k€
- Autres charges (pertes/créances)27 K€
- Charges financières 608 k€

La moyenne des effectifs salariés pour 2024-2025 : 72. 61 personnes.

Le montant total des salaires des trois personnes les mieux rémunérés est de : 280k€

Le montant de la prov. pour départ à la retraite du personnel O.G.E.C est de 110 k€ contre 118 k€ pour N-1.

Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)
Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :
Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services
En ce qui concerne le bâtiment du lycée nous bénéficions d'un commodat sans titre dont le loyer théorique est estimé à 252 968€ euros/an. Le loyer représente 3.5% de la valeur à neuf de reconstruction des bâtiments du lycée.

Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	19.66
Agents de maîtrise et Techniciens	13.42
Employés	26.78
Ouvriers	12.75
Total	72.61

Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

4.1 Engagements reçus

L'INSTITUT FENELON bénéficie d'une garantie de la Mairie de Grasse pour un emprunt de 600 k€ d'une durée de 20 ans souscrite le 13/9/06 auprès de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur.

Acquisition d'un terrain 5 avenue Y.E Baudoin pour 2 650 k€ en 2012 et Caution de la ville de Grasse sur capital restant dû.

Concernant l'aménagement des nouveaux bâtiments pour 3 900 k€ sur 2012-2013 la garantie des emprunts est la suivante :

- Emprunt 2 553 k€ (3 enveloppes 202 k€ 817 k€ 1533k€) caution ville de Grasse
- Emprunt 1044 k€ caution bancaire SACCEF

Concernant la construction de l'école TOMBAREL dont le budget global avoisinait les 17 Millions € et nous avons souscrit le 18/12/15 un emprunt de 14.5 Millions (remboursement avec différé de 2 ans) auprès de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur.

Nous bénéficions d'une garantie de 50% de la ville de Grasse sur capital restant dû et le solde par hypothèque conventionnelle.

-Nous avons souscrit à un emprunt complémentaire en 2018 de 1.8M€/20ans et 253ke en crédit-bail pour réaliser les derniers aménagements et travaux complémentaires de la nouvelle école. La garantie donnée est une garantie bancaire CGEC à hauteur de 75% sur le capital restant dû.

Détail des cautions bancaires et avals

-Prêt 3055725 pour 600 ke Caution personne morale pour un montant de 53 939 de la commune de Grasse et promesse d'affectation hypothécaire pour un montant de 53 939

-Prêt 5357103 pour 1800 ke caution sté de caution(convention) pour un montant de 1 056 2181 de CGEC

-Prêt 8045456 pour 2 650 ke caution personne morale pour un montant de 1 805 300 commune de Grasse

-Prêt 8227468 pour 202 ke caution personne morale pour un montant de 133 743 commune de Grasse

-Prêt 8396941 pour 817 ke caution caution personne morale pour un montant de 557 295 commune de Grasse.

-Prêt 8416206 pour 1 533 ke caution personne morale pour un montant 1 057 223 commune de Grasse

-Prêt 8499631 pour 1 044 ke caution de sté de caution (convention) pour un montant de 441 500 de CGEC

-Prêt c024655 pour 14 500 ke caution personne morale pour un montant 5 583 341 commune de Grasse et HCNR pour un montant de 14 500 000 eur

4.2 Engagements donnés

Le montant à réaliser des travaux d'accessibilité pour les handicapés est actuellement estimé à 4.6 ME au 31/08/25, travaux que nous devons réaliser entre 2026 et 2028

4.3 Engagements pris en matière de crédit-bail

Crédit- bail	Redevances payées	Redevances restant à payer
Balayeuse et autolaveuse motorisées	21 677	37 291

